

Initiatives ministérielles

avaler cette taxe, on se demande bien ce qui se passe au cours des très longues réunions qui se déroulent dans les décors luxueux des retraites du gouvernement, où les ministres enfilent leur cardigan et tentent d'adopter l'attitude de penseurs.

Je ne peux résister à la proposition que nous a faite le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, il y a quelques semaines, à Edmonton. L'autre jour, nous avons proposé d'ajourner le débat pour l'entendre prononcer son discours d'adieu. Il a actuellement des difficultés avec le ministre des Finances. Quoi qu'il en soit, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures se trouvait à Edmonton le 10 janvier. Nous savons tous que les chiffres et lui ne font pas bon ménage. Nous savons tous que, à un moment crucial dans l'histoire du Canada, il n'a pas su compter juste. Toutefois, on se souviendra de sa contribution à ce débat, ne serait-ce que pour sa créativité. Il a dit à son auditoire à Edmonton que les Canadiens devraient accepter cette nouvelle taxe non pas comme une mesure favorable ou défavorable à notre pays, mais comme un exemple pour le mouvement réformiste en Europe de l'Est.

M. Edwards: Lisez le discours, vous y apprendrez peut-être quelque chose.

M. Turner (Vancouver Quadra): Si je ne me trompe, c'est sans doute le secrétaire parlementaire qui a eu l'honneur de le présenter. J'ai bien lu le discours et je vais en citer des extraits.

M. Edwards: Relisez-le.

M. Turner (Vancouver Quadra): Une seule lecture me suffit largement, mais je vais quand même citer un passage du discours du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il a loué un costume pour l'occasion et a décidé de le porter toute la journée. Il a dit: «Pendant des décennies, nous avons répété aux peuples de l'Europe de l'Est que notre système était le meilleur, que la démocratie et le capitalisme fonctionnaient bien. Que penseront les Roumains, les Polonais et les Tchèques, tous ceux qui luttent pour obtenir des changements fondamentaux, si nous, Canadiens, qui vivons dans un pays capitaliste, ne pouvons nous entendre sur une réforme que tous considèrent pourtant comme fondamentale?»

Ce sont là les mots du ministre. Je ne crois pas que les Roumains surveillent nos moindres gestes en ce qui touche la TPS. Je ne crois pas que la population de la Roumanie, qui a vécu pendant près d'un demi-siècle dans

une des pires dictatures depuis le dernier conflit mondial, s'inquiète le moindrement du sort de cette taxe.

Mon collègue, le député de Parkdale—High Park, et moi avons eu le grand honneur de rencontrer Lech Walesa l'autre jour. Je ne pense pas que M. Walesa passe des nuits blanches à se demander si nous allons adopter la TPS ni, au cas où nous l'adopterions, si elle fera avorter le mouvement réformiste et démocratique en Pologne. M. Walesa et les Polonais ont autre chose à faire.

Que dire des Tchécoslovaques? Pensez-vous que tous les membres de la fédération tchécoslovaque s'installent tous les soirs à leur radio à ondes courtes pour savoir si le ministre des Finances a réussi à faire adopter cette taxe? S'ils écoutaient, ils verraient le genre d'exemple que le gouvernement canadien a à offrir aux réformistes d'Europe de l'Est qui ont fait tomber, l'un après l'autre, des gouvernements dictatoriaux faisant appel à la répression et insensibles aux besoins de la population. Savez-vous pourquoi ces gouvernements ont été renversés? Parce qu'ils ont refusé d'entendre ce que la population avait à dire. Savez-vous pourquoi la TPS perdra le gouvernement qui est au pouvoir chez nous? Parce qu'il refuse d'écouter les Canadiens.

Comment les étrangers percevraient-ils les choses? Ils verraient un gouvernement qui impose une nouvelle taxe d'application générale et aux effets dévastateurs, une taxe sur tout ce qui bouge, malgré l'opposition manifestée par les Canadiens, depuis Vancouver jusqu'à St-John's. Ils verraient un gouvernement qui n'a pas voulu prêter une oreille attentive aux gens. Ils verraient un gouvernement qui refuse maintenant de consulter la population en prévision du prochain budget.

Les Canadiens ne veulent pas de cette taxe; ils s'y opposent. Ils ont envoyé des lettres la condamnant. Ils ont demandé à des députés de toutes allégeances de présenter des pétitions contre elle. Ils ont exprimé leur opposition de mille façons, et, si nous vivions dans une démocratie, le gouvernement répondrait aux attentes de la population canadienne.

[Français]

Madame la Présidente, le gouvernement reste de marbre. Il n'est pas à l'écoute des Canadiens. Le ministre est insensible aux préoccupations des Canadiens. Il pense seulement à vendre sa salade, coûte que coûte. Et si le gouvernement se préoccupait de nos citoyens, il aurait